

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2015/09780]

27 NOVEMBRE 2015. — Arrêté royal portant exécution de l'article 6 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 fixant les tarifs pour les expertises en matière pénale pour l'analyse génétique requises par une autorité judiciaire

RAPPORT AU ROI

Sire,

Sur la base de l'article 6 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006, le Roi est habilité à établir, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, un règlement général sur les frais de justice en matière répressive établissant la liste des frais de justice, leur tarification et leur procédure de paiement et de recouvrement.

Le présent projet concerne une partie de cette liste, à savoir l'établissement des différentes phases du processus d'une analyse ADN et la tarification y afférente.

Pour la première fois, les tarifs et la description des analyses ADN sont établis de manière réglementaire. Jusqu'à présent, ces tarifs étaient communiqués par circulaire ministérielle.

La raison réside dans le fait que ces tarifs ont d'abord été introduits par l'arrêté ministériel du 11 juin 1999 établissant le taux normal des honoraires des personnes requises en raison de leur art ou profession, en matière répressive. Cet arrêté a toutefois été annulé par le Conseil d'État le 25 septembre 2002.

De nouvelles tentatives ont été mises en œuvre par la suite, en 2002 par arrêté ministériel et en 2007 par arrêté royal, pour insérer cette matière dans la liste des tarifs relatifs aux frais de justice en matière répressive. Cependant, l'acte a été annulé les deux fois par le Conseil d'État. Depuis la dernière annulation, ces tarifs ont été communiqués par circulaire ministérielle et ce, jusqu'à ce que toute la réglementation puisse être révisée.

En raison de motifs budgétaires impérieux relatifs aux frais de justice en matière pénale et pour tenir compte de l'évolution technologique en la matière, le SPF Justice souhaite revoir les tarifs de certaines matières.

Cet arrêté royal est divisé en trois chapitres, à savoir :

- chapitre 1^{er}. Dispositions générales (artt. 1^{er} – 2);
- chapitre 2. Tarification (artt. 3 – 10);
- chapitre 3. Dispositions transitoires et finales (artt. 11-14).

Commentaire des articles

Chapitre 1^{er}. — Dispositions générales

Section 1^{re}. — Définitions

Article 1^{er}. Cet article contient les définitions.

La dénomination « autorité requérante » est insérée au deuxième point pour indiquer clairement que le SPF Justice paie uniquement les états de frais d'analyses ADN requises par les magistrats compétents en matière pénale.

Les points 5 à 7 déterminent l'administration à laquelle il convient de communiquer le rapport visé à l'article 2.

Section 2. — Rapport

Article 2. Il convient que l'Institut et chaque laboratoire agréé transmettent un rapport semestriel portant sur un certain nombre de données numériques. S'ils souhaitent formuler encore certaines observations à titre individuel concernant un certain nombre de points d'attention à caractère général, ce rapport peut également servir de moyen de communication.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2015/09780]

27 NOVEMBER 2015. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 6 van de programmawet (II) van 27 december 2006 tot bepaling van de tarieven in strafzaken voor het deskundigenonderzoek in genetische analyse in opdracht van een gerechtelijke overheid

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Op grond van artikel 6 van de Programmawet (II) van 27 december 2006 wordt aan de Koning machtiging verleend om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad een algemeen reglement inzake de gerechtskosten in strafzaken houdende bepaling van een lijst van gerechtskosten, de tarifiering en de betalings- en inningsprocedure ervan aan te nemen.

Het huidige ontwerp betreft een onderdeel van deze lijst, namelijk de bepaling van de verschillende fases in het proces van een DNA-analyse en de desbetreffende tarifiering.

Het is ook de eerste maal dat de tarieven en omschrijving van de DNA-analyses reglementair worden vastgelegd. Tot op heden werden deze tarieven kenbaar gemaakt via een ministeriële omzendbrief.

De reden hiervoor is te vinden in het feit dat deze tarieven vooreerst werden geïntroduceerd via het ministerieel besluit van 11 juni 1999 tot vaststelling van het normaal bedrag van de honoraria der personen opgeroepen in strafzaken wegens hun kunde of hun beroep. Dit besluit werd echter vernietigd door de Raad van State op 25 september 2002.

Vervolgens werd in 2002 via ministerieel besluit en in 2007 via koninklijk besluit nieuwe pogingen ondernomen om deze materie in te voegen in de lijst van tarieven met betrekking tot gerechtskosten in strafzaken. Beide malen werd echter de akte vernietigd door de Raad van State. Sinds de laatste vernietiging werden deze tarieven bekendgemaakt via ministeriële omzendbrief, en dit tot de hele reglementering kon worden herzien.

Wegens dwingende budgettaire redenen in verband met de gerechtskosten in strafzaken en om rekening te houden met de technologische evolutie op dit vlak wenst de FOD Justitie de tarieven van bepaalde materies te herzien.

Dit koninklijk besluit wordt opgedeeld in drie hoofdstukken, namelijk :

- hoofdstuk 1. Algemene bepalingen (art. 1 – 2).
- hoofdstuk 2. Tarifiering (art. 3 – 10).
- hoofdstuk 3. Overgangs- en slotbepalingen (art. 11 - 14).

Artikelsgewijze bespreking

Hoofdstuk 1. — Algemene bepalingen

Afdeling 1. — Definities

Artikel 1. Dit artikel bevat de definities.

De term "vorderende overheid" wordt in het tweede punt ingevoerd om duidelijk te stellen dat door de FOD Justitie enkel de kostenstaten worden betaald van DNA-analyses gevorderd door de magistraten bevoegd in strafzaken.

De punten 5 tot en met 7 bepalen de administratie aan wie de verslaggeving, bepaalt in artikel 2, dient te worden meegedeeld.

Afdeling 2. — Verslaggeving

Artikel 2. Het Instituut en elk erkend laboratorium dienen een zesmaandelijks verslag over te maken dat betrekking heeft over een aantal numerieke gegevens. Wensen zij individueel nog een aantal opmerkingen te maken over bepaalde aandachtspunten van algemene aard, dan kan dit verslag ook dienstig zijn als communicatiemiddel.

Il convient de transmettre ces données début juin et début décembre; elles sont utiles tant pour le budget annuel que pour l'ajustement budgétaire ultérieur. L'autorité espère ainsi, après une période d'adaptation, pouvoir se faire une idée plus précise de ce poste budgétaire spécifique au sein des frais de justice et pour éventuellement pouvoir entreprendre une action préventive. Ces données prouveront également leur utilité sur le plan statistique, par exemple pour les rapports de la politique criminelle, les besoins individuels de chaque arrondissement judiciaire,... et seront toujours divulguées sous une forme générale, avec une subdivision par arrondissement, jamais par laboratoire.

Chapitre 2. — Tarification

Dès lors que cette matière existe depuis 15 ans déjà, on peut encore difficilement affirmer que ces appareils d'analyse se trouvent dans un « stade de recherche et de développement » très onéreux, sur lequel se fondaient encore en grande partie les tarifs précédents. Une nouvelle analyse des coûts, les exemples de l'étranger ainsi que le tarif existant pour l'analyse ADN de condamnés indiquent clairement que les tarifs doivent être adaptés à la nouvelle réalité économique de l'entreprise.

Article 3. Cet article dispose que les tarifs prévus au chapitre 2 sont en principe des tarifs « tout compris ». Les exceptions sont spécifiquement mentionnées pour chaque phase de l'analyse. Des contrôles actuels d'états de frais ont en effet révélé que la description établie dans la circulaire ministérielle était trop vague, de sorte qu'un bon nombre appliquaient encore des tarifs généraux supplémentaires, alors que ceux-ci étaient déjà compris dans le forfait.

Pour établir une nette distinction entre les tarifs, ce chapitre est en outre divisé en six sections, à savoir :

- 1) examen de pièces à conviction et prélèvement d'échantillons (art. 4);
- 2) tests préliminaires (art. 5);
- 3) extraction et quantification d'ADN (art. 6);
- 4) analyse génétique (art. 7);
- 5) établissement d'un profil génétique d'une personne (art. 8 - 9);
- 6) comparaison d'un profil génétique avec des traces (art. 10);

Articles 4 et 5. Ces articles donnent une description technique claire et fixent le tarif correspondant.

Article 6. Il est renvoyé au commentaire de l'article 4.

Il est toutefois inséré dans cet article une limitation technique concernant la quantité en deçà de laquelle un examen ne peut être poursuivi. Il ressort de contrôles actuels d'états de frais que certains laboratoires poursuivent l'examen tout en sachant bien qu'il y a peu voire aucune chance d'obtenir des résultats. Cette poursuite d'examen précisément est très onéreuse.

Article 7. Il est renvoyé au commentaire de l'article 4.

Le tarif de l'article 7, § 1^{er} inclut les comparaisons occasionnelles entre les profils d'ADN provenant de traces.

Cet article prévoit lui aussi des délimitations claires. Des examens ne peuvent avoir lieu sans avoir été expressément requis par l'autorité requérante dans son réquisitoire.

Les articles 8 à 9 comprennent une description et les tarifs correspondants d'exams pour l'établissement d'un profil génétique d'une personne. Des délimitations claires y sont également prévues, telles que :

- exigences fixées dans le réquisitoire. Pour de plus amples explications, il est renvoyé à l'article 7;
- montants non cumulables.

L'institut et les laboratoires ADN ont investi au cours des années précédentes dans des dispositifs automatisés qui peuvent analyser un grand nombre d'échantillons simultanément.

L'obtention d'un profil de référence en urgence explique le coût relativement élevé (400 %). Les économies d'échelles sont ainsi complètement perdues.

Article 10. Il est renvoyé au commentaire de l'article 4.

Ici aussi, le nombre d'heures imputé ne peut excéder un nombre bien déterminé.

Chapitre 3. — Dispositions transitoires et finales

Article 11. Les nouveaux taux seront appliqués aux examens qui sont demandés à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Jusqu'à cette date, les taux prévus dans la circulaire ministérielle 131^{quater} du 31 janvier 2013 sont applicables.

Article 12. Cet article prévoit une réévaluation bi-annuelle des tarifs de cet arrêté. Ceci pour prendre en compte les économies résultant des évolutions technologiques.

Deze gegevens dienen te worden overgemaakt begin juni en begin december en zijn dienstig zowel voor de jaarlijkse begroting als voor de latere budgetaanpassing. De overheid hoopt zo, na een inlooptijd een beter zicht te krijgen op deze bepaalde begrotingspost binnen de gerechtskosten en om eventueel preventief actie te kunnen ondernemen. Deze gegevens zullen ook statistisch hun nut bewijzen zoals bijv. voor de verslagen van het strafrechtelijk beleid, de individuele noden van elk gerechtelijk arrondissement,... en worden steeds verspreid in een algemene vorm opgedeeld per arrondissement, nooit per laboratorium.

Hoofdstuk 2. — Tarifiering

Gezien deze materie nu reeds 15 jaar bestaat, kan men moeilijk nog zeggen dat deze analysetoestellen zich in een zeer duur "onderzoek- en ontwikkelingsstadium" bevinden, waarop de vorige tarieven nog grotendeels gebaseerd werden. Een nieuwe kostenanalyse, de voorbeelden uit het buitenland alsmede het bestaande tarief voor DNA-analyse van veroordeelden wijzen duidelijk aan dat de tarieven moeten aangepast worden aan de nieuwe bedrijfseconomische realiteit.

Artikel 3. Dit artikel bepaalt dat de tarieven, zoals bepaald in hoofdstuk 2, in principe "all-inclusive" tarieven zijn. De uitzonderingen worden specifiek gemeld bij elke fase van de analyse. Bij huidige controles van kostenstaten is namelijk gebleken dat de omschrijving zoals bepaald in de ministeriële omzendbrief te vaag was waardoor velen nog bijkomend algemene tarieven aanrekenden, terwijl deze reeds in het forfait aanwezig waren.

Verder wordt dit hoofdstuk, om een duidelijk onderscheid te maken in de tarieven, opgedeeld in de volgende zes afdelingen :

- 1) onderzoek van overtuigingsstukken en staalname (art. 4);
- 2) voorafgaandelijke testen (art. 5);
- 3) extractie en kwantificatie van DNA (art. 6);
- 4) Genetisch onderzoek (art. 7);
- 5) Opstellen van een genetisch profiel van een persoon (art. 8 - 9);
- 6) Vergelijking van een genetisch profiel met sporen (art. 10).

Artikelen 4 en 5. Geven een duidelijke technische beschrijving weer en bepalen desbetreffend tarief.

Artikel 6. Er wordt verwezen naar de commentaar bij artikel 4.

In dit artikel wordt echter wel een technische beperking betreffende de kwantiteit ingevoerd waaronder een onderzoek niet verder mag worden gezet. Bij huidige controles van de kostenstaten wordt opgemerkt dat bepaalde laboratoria nog verder onderzoek verrichten alhoewel zij goed weten dat er weinig of geen kans op resultaat bestaat. Juist dit verder onderzoek is zeer duur.

Artikel 7. Er wordt verwezen naar de commentaar bij artikel 4.

Het tarief in artikel 7, § 1 omvat ook eventuele occasionele vergelijkingen tussen de DNA-profielen die afkomstig zijn van sporen.

Ook hier worden duidelijk grenzen afgebakend. Onderzoeken mogen niet plaatsvinden zonder dat deze uitdrukkelijk worden geëist door de vorderende overheid in hun vordering.

De artikelen 8 tot en met 9 bevatten een omschrijving en desbetreffende tarieven van onderzoeken voor het opstellen van een genetisch profiel van een persoon. Ook hier worden duidelijk grenzen gesteld zoals :

- Eisen gesteld in de vordering. Voor verdere uitleg wordt verwezen naar artikel 7;
- Oncumuleerbare bedragen.

Het instituut en de DNA laboratoria hebben de vorige jaren geïnvesteerd in geautomatiseerde toestellen die een groot aantal stalen tegelijkertijd kunnen analyseren.

Dit verklaart de relatieve hoge kost (400 %) om bij urgentie een referentieprofiel te bepalen, gezien het schaalvoordeel hierbij volkomen verloren gaat.

Artikel 10. Er wordt verwezen naar de commentaar bij artikel 4.

Ook hier mag niet meer dan een welbepaald aantal uren worden aangerekend.

Hoofdstuk 3. — Overgangs- en slotbepalingen

Artikel 11. De nieuwe tarieven zijn van toepassing op de onderzoeken die vanaf de dag van inwerkingtreding van dit besluit worden aangevraagd. Tot deze datum zijn de tarieven opgenomen in de ministeriële omzendbrief 131^{quater} van 31 januari 2013 van toepassing.

Artikel 12. Dit artikel voorziet een twee-jaarlijkse evaluatie van de tarieven van dit besluit. Dit om oa. kostenbesparing omwille van technologische evoluties in rekening te brengen.

Article 13. Cette disposition fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 14. Cet article précise quel ministre est chargé de l'exécution de l'arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Conseil d'État, section de législation

Avis 58.247/3 du 29 octobre 2015 sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution de l'article 6 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 fixant les tarifs pour les expertises en matière d'analyse génétique requises par une autorité judiciaire'

Le 29 septembre 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution de l'article 6 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 fixant les tarifs pour les expertises en matière d'analyse génétique requises par une autorité judiciaire'.

Le projet a été examiné par la troisième chambre le 20 octobre 2015. La chambre était composée de Jo BAERT, président de chambre, Jan SMETS et Jeroen VAN NIEUWENHOVE, conseillers d'État, Johan PUT et Bruno PEETERS, assesseurs, et Greet VERBERCKMOES, greffier.

Le rapport a été présenté par Frédéric VANNESTE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Jan SMETS, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 octobre 2015.

*

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

*

PORTÉE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

2. L'article 6 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 habilite le Roi à établir, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, un règlement général sur les frais de justice en matière répressive « établissant la liste des frais de justice, leur tarification et leur procédure de paiement et de recouvrement ». Ces arrêtés doivent être confirmés par la loi dans les vingt-quatre mois qui suivent la date de leur publication au *Moniteur belge*.

Le projet d'arrêté soumis pour avis a pour objet d'établir une partie de cette liste, à savoir la tarification des analyses ADN. Les tarifs sont revus à la baisse par rapport aux tarifs actuellement en vigueur, qui figurent dans une circulaire.

3.1. Le fondement juridique de l'arrêté en projet est procuré tout d'abord par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006. Les articles 44^{ter} à 44^{sexies}, 90^{undecies} et 90^{duodecies} du Code d'instruction criminelle et les articles 4 à 5^{ter} de la loi du 22 mars 1999 'relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale', même si leur mention permet de mieux situer le projet, ne procurent pas de fondement juridique à l'arrêté en projet. En outre, les arrêtés royaux qui sont mentionnés dans les quatrième et cinquième alinéas du préambule et l'arrêté ministériel qui est mentionné dans le sixième alinéa du préambule ne peuvent, de toute évidence, pas non plus procurer de fondement juridique à l'arrêté en projet.

3.2. Le fondement juridique pose problème en ce qui concerne deux articles de l'arrêté en projet.

Artikel 13. Deze bepaling regelt de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Artikel 14. In dit artikel wordt bepaald welk minister met de uitvoering van het besluit worden belast.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Justitie,
K. GEENS

Raad van state, afdeling Wetgeving

Advies 58.247/3 van 29 oktober 2015 over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende uitvoering van artikel 6 van de programmawet (II) van 27 december 2006 tot bepaling van de tarieven voor het deskundigenonderzoek in genetische analyse in opdracht van een gerechtelijke overheid'

Op 29 september 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende uitvoering van artikel 6 van de programmawet (II) van 27 december 2006 tot bepaling van de tarieven voor het deskundigenonderzoek in genetische analyse in opdracht van een gerechtelijke overheid'.

Het ontwerp is door de derde kamer onderzocht op 20 oktober 2015. De kamer was samengesteld uit Jo BAERT, kamervoorzitter, Jan SMETS en Jeroen VAN NIEUWENHOVE, staatsraden, Johan PUT en Bruno PEETERS, assessoren, en Greet VERBERCKMOES, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Frédéric VANNESTE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jan SMETS, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 oktober 2015.

*

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

*

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

2. Bij artikel 6 van de programmawet (II) van 27 december 2006 wordt de Koning gemachtigd om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad een algemeen reglement inzake de gerechtskosten in strafzaken "houdende bepaling van een lijst van gerechtskosten, de tarifiering en de betalings- en inningsprocedure ervan" uit te vaardigen. Die besluiten dienen bij wet te worden bekrachtigd binnen vierentwintig maanden volgend op de datum van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Het om advies voorgelegde ontwerpbesluit strekt ertoe een onderdeel van deze lijst, namelijk de tarifiering van DNA-analyses vast te stellen. De tarieven worden verlaagd in vergelijking met de thans geldende tarieven, die opgenomen zijn in een omzendbrief.

3.1. De rechtsgrond voor het ontworpen besluit wordt in de eerste plaats geboden door artikel 6, eerste lid, van de programmawet (II) van 27 december 2006. De artikelen 44^{ter} tot 44^{sexies}, 90^{undecies} en 90^{duodecies} van het Wetboek van Strafvordering en de artikelen 4 tot 5^{ter} van de wet van 22 maart 1999 'betreffende de identificatieprocedure via DNA-analyse in strafzaken' bieden, zelfs al kan het ontwerp door de vermelding ervan beter worden gesitueerd, geen rechtsgrond voor het ontworpen besluit. Bovendien kunnen uiteraard ook de koninklijke besluiten die zijn vermeld in het vierde en het vijfde lid van de aanhef en het ministerieel besluit dat is vermeld in het zesde lid van de aanhef, geen rechtsgrond bieden voor het ontworpen besluit.

3.2. Met betrekking tot twee artikelen van het ontworpen besluit doet de rechtsgrond problemen rijzen.

3.2.1. Selon l'article 2 de l'arrêté en projet, l'Institut national de criminalistique et de criminologie et les laboratoires agréés en application des articles 24 et 25 de l'arrêté royal du 17 juillet 2013 'portant exécution de la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale et fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 7 novembre 2011 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale' doivent faire rapport tous les six mois de leurs activités dans le cadre de l'arrêté envisagé.

En ce qui concerne ces derniers laboratoires, il ne semble pas y avoir de fondement juridique direct pour cette obligation de faire rapport, mais celle-ci pourrait éventuellement être instaurée sous la forme d'une condition d'agrément, pour laquelle un fondement juridique peut être trouvé dans l'article 2, 4°, de la loi du 22 mars 1999 'relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale' (1).

En ce qui concerne l'Institut national de criminalistique et de criminologie, qui relève de l'administration centrale de l'État, on peut recourir à l'article 37 de la Constitution pour l'obligation de faire rapport. Cet article, aux termes duquel le pouvoir exécutif fédéral, tel qu'il est réglé par la Constitution, appartient au Roi, habilite ce dernier à attribuer des tâches aux différents services de l'administration centrale de l'État.

3.2.2. L'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté en projet dispose que les examens visés au chapitre 2, section 5, peuvent uniquement être demandés à l'Institut national de criminalistique et de criminologie. Selon l'article 8, § 2, de l'arrêté en projet, le ministre qui a la Justice dans ses attributions, ne peut décider de déléguer temporairement ces examens à un laboratoire agréé que lorsque l'institut se trouve dans l'impossibilité de les effectuer.

Or, l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 prévoit uniquement qu'un règlement général établissant la liste des frais de justice, leur tarification et leur procédure de paiement et de recouvrement peut être établi, de sorte qu'il ne peut pas procurer de fondement juridique pour l'attribution exclusive des missions citées à l'établissement visé (2). Invité par l'auditeur rapporteur à fournir des explications à ce sujet, le délégué a répondu ce qui suit :

« De exclusiviteit van de onderzoeken die bij het Instituut dienen aangevraagd te worden (art. 8, § 1) en die in art. 9 worden bepaald, betreft ongeveer 20 % van de uit te voeren analyses en vinden hun rechtsgrond in artikel 10 van het Koninklijk Besluit van 20 april 1965 tot vaststelling van het organiek statuut van de federale wetenschappelijke instellingen. De tekst van dit besluit werd u bij de aanvraag overgemaakt. Dit artikel bepaalt dat de Minister onder wiens gezag de instelling is geplaatst, deze kan belasten met onderzoeksactiviteiten of met opdrachten van algemeen dienstbetoon.

Een vergelijkbaar voorbeeld is het MB van 23 januari 2003 tot oprichting van het observatorium van het publiek van de federale wetenschappelijke instellingen die ressorteren onder de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschapsbeleid behoort (tekst in bijlage) ».

Toutefois, force est de constater que le fondement juridique invoqué par le délégué est une disposition d'un arrêté royal, qui en principe ne peut pas procurer de fondement juridique à un autre arrêté royal. En outre, cette disposition ne concerne que l'attribution d'activités de recherche ou de missions de service public à un établissement scientifique fédéral, qui ne font pas partie de ses attributions permanentes, ce qui ne signifie pas que le Roi peut lui attribuer exclusivement, sur une base permanente, une mission de service public. Au demeurant, on peut relever que le fait d'attribuer certains des examens précités exclusivement à l'Institut national de criminalistique et de criminologie serait même contraire à certaines dispositions du Code d'instruction criminelle. Ainsi, les articles 44^{quater}, § 1^{er}, et 90^{undecies}, § 4, du Code d'instruction criminelle font état de la désignation d'un « expert attaché à un laboratoire ».

L'article 8 de l'arrêté en projet ne saurait dès lors se concrétiser.

3.3. L'article 13 de l'arrêté en projet devant être omis (voir l'observation 16), on n'examinera pas les problèmes éventuels quant à son fondement juridique.

3.2.1. Luidens artikel 2 van het ontworpen besluit dienen het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie en de op grond van de artikelen 24 en 25 van het koninklijk besluit van 17 juli 2013 'tot uitvoering van de wet van 22 maart 1999 betreffende de identificatieprocedure via DNA-onderzoek in strafzaken en tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van de wet van 7 november 2011 houdende wijziging van het Wetboek van strafvordering en van de wet van 22 maart 1999 betreffende de identificatieprocedure via DNA-onderzoek in strafzaken' erkende laboratoria zesmaandelijks verslag uit te brengen van hun activiteiten in het raam van het te nemen besluit.

Wat betreft die laatste laboratoria lijkt er geen rechtstreekse rechtsgrond voor die rapportageverplichting voorhanden te zijn, maar eventueel zou die verplichting kunnen worden ingevoerd als een erkenningsvoorwaarde, waarvoor rechtsgrond kan worden gevonden in artikel 2, 4°, van de wet van 22 maart 1999 'betreffende de identificatieprocedure via DNA-onderzoek in strafzaken' (1).

Wat betreft het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, dat behoort tot het centrale Rijksbestuur, kan voor de rapportageverplichting een beroep worden gedaan op artikel 37 van de Grondwet. Krachtens dat artikel, naar luid waarvan de federale uitvoerende macht, zoals zij bij de Grondwet is geregeld, berust bij de Koning, vermag de Koning taken toe te wijzen aan de onderscheiden diensten van het centrale Rijksbestuur.

3.2.2. In artikel 8, § 1, van het ontworpen besluit wordt bepaald dat de in hoofdstuk 2, afdeling 5, ervan bedoelde onderzoeken uitsluitend kunnen worden aangevraagd bij het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie. Luidens artikel 8, § 2, van het ontworpen besluit kan enkel wanneer dat instituut in de onmogelijkheid verkeert om die onderzoeken uit te oefenen, de minister bevoegd voor Justitie beslissen om die taken tijdelijk over te dragen aan een erkend laboratorium.

Artikel 6, eerste lid, van de programmawet (II) van 27 december 2006 bepaalt evenwel enkel dat een algemeen reglement houdende bepaling van de lijst van gerechtskosten, tarifiering en betalings- en inningsprocedure kan worden opgesteld, zodat het geen rechtsgrond kan bieden voor het exclusief toevertrouwen van de genoemde opdrachten aan de genoemde instelling (2). Hierover door de auditeur-verslaggever ondervraagd, verklaarde de gemachtigde wat volgt :

« De exclusiviteit van de onderzoeken die bij het Instituut dienen aangevraagd te worden (art. 8, § 1) en die in art. 9 worden bepaald, betreft ongeveer 20 % van de uit te voeren analyses en vinden hun rechtsgrond in artikel 10 van het Koninklijk Besluit van 20 april 1965 tot vaststelling van het organiek statuut van de federale wetenschappelijke instellingen. De tekst van dit besluit werd u bij de aanvraag overgemaakt. Dit artikel bepaalt dat de Minister onder wiens gezag de instelling is geplaatst, deze kan belasten met onderzoeksactiviteiten of met opdrachten van algemeen dienstbetoon.

Een vergelijkbaar voorbeeld is het MB van 23 januari 2003 tot oprichting van het observatorium van het publiek van de federale wetenschappelijke instellingen die ressorteren onder de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschapsbeleid behoort (tekst in bijlage). »

Er dient evenwel te worden vastgesteld dat de door de gemachtigde ingeroepen rechtsgrond een bepaling van een koninklijk besluit is, dat in principe geen rechtsgrond kan bieden voor een ander koninklijk besluit. Bovendien heeft deze bepaling enkel betrekking op het belasten van een federale wetenschappelijke instelling met onderzoeksactiviteiten of met opdrachten van "openbaar dienstbetoon" die niet behoren tot haar permanente bevoegdheden, wat niet inhoudt dat de Koning op permanente basis een opdracht van openbare dienstverlening exclusief eraan kan toekennen. Overigens kan worden opgemerkt dat het zelfs in strijd zou zijn met sommige bepalingen van het Wetboek van Strafvordering om bepaalde van de genoemde onderzoeken exclusief aan het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie toe te kennen. Zo wordt in de artikelen 44^{quater}, § 1, en 90^{undecies}, § 4, van het Wetboek van Strafvordering gewag gemaakt van het aanstellen van een "deskundige verbonden aan een laboratorium".

Artikel 8 van het ontworpen besluit kan derhalve geen doorgang vinden.

3.3. Aangezien artikel 13 van het ontworpen besluit dient te worden weggelaten (zie opmerking 16), wordt niet ingegaan op mogelijke problemen op het vlak van de rechtsgrond ervoor.

EXAMEN DU TEXTE

PRÉAMBULE

4. Compte tenu des observations formulées au point 3.2.1, on ajoutera au préambule une référence à l'article 37 de la Constitution et, à supposer que l'obligation de faire rapport qui incombe aux laboratoires agréés pour l'analyse ADN soit instaurée sous la forme d'une condition d'agrément, une référence à l'article 2, 4°, de la loi du 22 mars 1999 'relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale'.

5. Le premier alinéa actuel et le troisième alinéa du préambule doivent être supprimés, dès lors que les articles de loi qu'ils mentionnent ne procurent pas de fondement juridique à l'arrêté en projet.

6. Le deuxième alinéa actuel du préambule peut encore préciser davantage le fondement juridique en visant l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006.

7. Les quatrième, cinquième et sixième alinéas actuels du préambule doivent être supprimés, dès lors que, de toute évidence, les arrêtés qu'ils mentionnent ne procurent pas de fondement juridique à l'arrêté en projet et qu'ils ne visent pas non plus à modifier ces arrêtés. Leur mention n'est pas non plus nécessaire à une bonne compréhension de l'arrêté en projet.

8. On permutera les neuvième et dixième alinéas actuels du préambule.

9. L'avis étant demandé dans un délai de trente jours, le neuvième alinéa actuel du préambule (qui devient le quatrième alinéa) doit mentionner le 2°, et non le 1°, de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État.

DISPOSITIF

Article 2

10. En ce qui concerne l'Institut national de criminalistique et de criminologie, il ne peut pas être question d'un « agrément », ainsi qu'il est mentionné dans la première phrase de l'article 2, alinéa 1^{er}, du projet. En effet, cet institut fait partie de l'administration centrale de l'État.

Article 3

11. L'énumération figurant à l'article 3, qui n'est nullement exhaustive (3), ne se concilie pas avec la disposition précédente selon laquelle les tarifs fixés dans le projet concernent, sauf exception, tous les travaux et frais des experts. L'article 3 du projet doit être réécrit au regard de l'intention de ses auteurs.

Articles 4 à 9

12. Les textes français et néerlandais de chacun des articles 4 à 9 doivent être en tous points conformes. Il convient de renoncer au procédé de la reproduction d'un texte commun entre les deux versions linguistiques qui, de surcroît, est inséré d'une manière non correcte du point de vue linguistique.

Articles 7 et 9

13. Le délégué a précisé la distinction entre les articles 7 et 9 du projet de la manière suivante :

« Art. 9 concerne le dossier de référence et le dossier de comparaison ».

Art. 7 concerne le dossier de référence et le dossier de comparaison. De nouveaux profils de référence (spoor en referentie) doivent être comparés entre eux afin de déterminer si un profil de référence (spoor en referentie) est lié à un suspect (spoor en referentie) en particulier. De nouveaux profils de référence (spoor en referentie) doivent être comparés entre eux afin de déterminer si un profil de référence (spoor en referentie) est lié à un suspect (spoor en referentie) en particulier. De nouveaux profils de référence (spoor en referentie) doivent être comparés entre eux afin de déterminer si un profil de référence (spoor en referentie) est lié à un suspect (spoor en referentie) en particulier. De nouveaux profils de référence (spoor en referentie) doivent être comparés entre eux afin de déterminer si un profil de référence (spoor en referentie) est lié à un suspect (spoor en referentie) en particulier.

Het is enkel het onderzoek bepaald in art. 9 dat exclusief aan het Instituut wordt voorbehouden. Dit volume-effect vervalt bij hoogdringendheid, waarbij er eenzelfde tarief als voor de sporen gehanteerd wordt (300 €).

Alle andere onderzoeken (80 % van de analyses) kunnen door alle erkende labo's worden uitgevoerd ».

14. À l'article 9, alinéa 1^{er}, 4°, du projet, on écrira « visé au 1° » au lieu de « de l'article 9, § 1^{er} ».

Article 11

15. On rédigera le début de l'article 11 du projet comme suit : « La comparaison d'un profil génétique avec des traces ».

ONDERZOEK VAN DE TEKST

AANHEF

4. Gelet op hetgeen onder 3.2.1 is opgemerkt, dient aan de aanhef een verwijzing naar artikel 37 van de Grondwet te worden toegevoegd en, zo men de rapportageverplichting in hoofde van de erkende laboratoria voor DNA-onderzoek als een erkenningsvoorwaarde zou opnemen, naar artikel 2, 4°, van de wet van 22 maart 1999 'betreffende de identificatieprocedure via DNA-onderzoek in strafzaken'.

5. Het huidige eerste en het derde lid van de aanhef dienen te worden geschrapt nu de erin vermelde wetsartikelen geen rechtsgrond bieden voor het ontworpen besluit.

6. In het huidige tweede lid van de aanhef kan de rechtsgrond nog worden gespecificeerd door te verwijzen naar artikel 6, eerste lid, van de programmawet (II) van 27 december 2006.

7. Het huidige vierde tot zesde lid van de aanhef dienen te vervallen nu de erin vermelde besluiten uiteraard geen rechtsgrond bieden voor het ontworpen besluit en ook niet de wijziging van die besluiten wordt beoogd. Evenmin is hun vermelding noodzakelijk voor een goed begrip van het ontworpen besluit.

8. Het huidige negende en tiende lid van de aanhef dienen van plaats te worden verwisseld.

9. Aangezien om advies wordt gevraagd binnen een termijn van dertig dagen, dient in het huidige negende lid van de aanhef (dat het vierde lid wordt) gewag te worden gemaakt van 2° van artikel 84, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, en niet van 1° van die bepaling.

DISPOSITIEF

Artikel 2

10. Met betrekking tot het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie kan geen gewag worden gemaakt van een "erkenning", zoals in de eerste zin van artikel 2, eerste lid, van het ontwerp. Dat instituut maakt immers deel uit van het centrale Rijksbestuur.

Artikel 3

11. De in artikel 3 opgenomen opsomming, die geenszins exhaustief is (3), spoort niet met het daarvoor bepaalde dat de in het ontwerp opgenomen tarieven behoudens uitzondering betrekking hebben op alle werkzaamheden en kosten van de deskundigen. Artikel 3 van het ontwerp dient in het licht van de bedoeling van de stellers van het ontwerp te worden herschreven.

Artikelen 4 tot 9

12. De Nederlandse en de Franse tekst van de artikelen 4 tot 9 dienen elk op zich beschouwd volledig gelijklopend te zijn. Er dient te worden afgezien van het procedé waarbij tussen de twee taalversies een gemeenschappelijke tekst wordt weergegeven, die bovendien op een taalkundig niet correcte wijze is ingevoegd.

Artikelen 7 en 9

13. De gemachtigde lichtte het onderscheid tussen artikel 7 en artikel 9 van het ontwerp als volgt toe :

“Art. 9 betreft het dossier van het referentiemateriaal.”

Art. 7 behandelt daarentegen het sporen materiaal. De bekomen DNA-profielen (spoor en referentie) dienen nadien met mekaar vergeleken te worden om te bepalen of een bepaalde persoon (referentie) een bepaald spoor veroorzaakt heeft. Dit geldt voor de verschillende DNA-profielen die bekomen worden (nucleair, mitochondriaal en Y-chromosoom). Deze opsplitsing is nodig, gezien er een mogelijkheid is tot volume-effecten voor de referentiestalen. Door deze centralisatie kan er een héél lage kostprijs voor de analyse bekomen worden (60 €, vergeleken met het vorige tarief van 430 €).

Het is enkel het onderzoek bepaald in art. 9 dat exclusief aan het Instituut wordt voorbehouden. Dit volume-effect vervalt bij hoogdringendheid, waarbij er eenzelfde tarief als voor de sporen gehanteerd wordt (300 €).

Alle andere onderzoeken (80 % van de analyses) kunnen door alle erkende labo's worden uitgevoerd.”

14. In artikel 9, eerste lid, 4°, van het ontwerp schrijft men "bedoeld in 1°" in plaats van "van artikel 9, § 1°".

Artikel 11

15. Men late artikel 11 van het ontwerp aanvangen met "De vergelijking van een genetisch profiel met sporen".

Article 13

16. L'article 13 du projet énonce que les tarifs fixés dans le projet sont valables également « lorsque les frais de l'(la) (contre-) expertise sont avancés dans le cadre de l'article 692 du Code judiciaire (4) ou dans certains cas de constitution de partie civile ».

Invité à fournir des éclaircissements sur cette disposition, le délégué a déclaré en substance qu'il s'agit d'empêcher que des frais d'expertise exposés en matière civile soient considérés et indemnisés comme des frais d'expertise en matière pénale et que, sur la base de l'aide juridique accordée, des frais d'une partie civile ne bénéficiant pas de cette aide soient indemnisés.

Indépendamment de la constatation que le texte de l'article 13 du projet ne traduit pas cette intention de manière adéquate, on notera que les règles envisagées sont sans rapport avec l'objet du projet, qui ne contient qu'un régime spécifique relatif aux frais des analyses ADN en matière pénale. En outre, eu égard au fondement juridique et à la formulation de l'arrêté en projet, il ne fait guère de doute que le projet ne s'applique qu'en matière répressive (5).

L'article 13 du projet doit dès lors être omis.

Article 14

17. L'article 14 du projet énonce que « [p]ar dérogation à l'article 8, § 1^{er} », les examens réalisés en exécution d'un réquisitoire écrit dont la date est antérieure à l'entrée en vigueur de l'arrêté envisagé entrent en ligne de compte pour une indemnité conforme au tarif mentionné dans la circulaire 131^{quater} du 31 janvier 2013.

Tout d'abord, on n'aperçoit pas ce qu'il faut entendre par « par dérogation à l'article 8, § 1^{er} » dans cet article. Cette disposition ne pouvant pas se concrétiser (voir l'observation 3.2.2), on ne peut en tout état de cause y faire référence.

Par ailleurs, la mention de la circulaire 131^{quater} du 31 janvier 2013 ne peut avoir pour objectif de régulariser celle-ci, ce qui, selon le délégué, n'est pas non plus l'intention. Toutefois, dans un souci de clarté, l'article 14 du projet pourrait éventuellement être formulé en ce sens qu'il dispose expressément que les nouveaux tarifs sont applicables aux examens réalisés à compter du jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté envisagé.

Article 15

18. Selon l'article 15 du projet, l'arrêté envisagé entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Un tel régime d'entrée en vigueur présente l'inconvénient que si la publication de l'acte intervient à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas du délai usuel de dix jours (6) pour s'adapter à la nouvelle réglementation. Mieux vaudrait par conséquent distraire l'article 15 du projet ou le remplacer par une autre disposition d'entrée en vigueur.

Article 17

19. L'article 17 du projet qui, à défaut d'une sanction spécifique, constitue une règle peu efficace (raison pour laquelle il vaudrait mieux l'omettre), n'est de toute façon pas à sa place dans le chapitre 3 du projet (et ne peut certainement pas constituer le dernier article).

Le greffier,
Greet VERBERCKMOES

Le président,
Jo BAERT

Notes

1 Il vaudrait dès lors mieux insérer cette condition dans l'arrêté royal du 17 juillet 2013.

2 Voir également l'avis CE. 42.730/2 du 10 avril 2007 sur un projet d'arrêté royal 'portant règlement général des frais de justice en matière répressive'.

3 Ainsi, la réalisation des analyses proprement dites n'est pas mentionnée, alors qu'il s'agit d'une composante essentielle des travaux des experts.

4 Dans le texte néerlandais, les mots « van het » font défaut entre les mots « artikel 692 » et les mots « Gerechtelijk Wetboek ».

5 Cette précision pourrait éventuellement encore être apportée dans l'intitulé et dans l'article 3 du projet.

6 Voir l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

Artikel 13

16. In artikel 13 van het ontwerp wordt bepaald dat de in het ontwerp opgenomen tarieven eveneens gelden "wanneer de kosten van de (tegen)expertise worden voorgeschoten in het kader van artikel 692 [van het] (4) Gerechtelijk Wetboek of in bepaalde gevallen van burgerlijke partijstelling".

Om uitleg gevraagd omtrent deze bepaling, verklaarde de gemachtigde in wezen dat beoogd wordt te beletten dat expertisecosten die worden gemaakt in het raam van burgerrechtelijke aangelegenheden, zouden worden beschouwd en vergoed als expertisecosten in strafzaken en dat op grond van verleende rechtsbijstand kosten worden vergoed van een burgerlijke partij die geen rechtsbijstand geniet.

Daargelaten de vaststelling dat die bedoeling niet op adequate wijze wordt weergegeven in de tekst van artikel 13 van het ontwerp, moet erop worden gewezen dat de regels die worden beoogd, weinig uitstaans hebben met het voorwerp van het ontwerp, dat slechts een specifieke regeling betreffende de kosten van DNA-onderzoeken in strafzaken bevat. Bovendien kan er, gelet op de rechtsgrond en de formulering van het ontworpen besluit, weinig twijfel over bestaan dat het enkel van toepassing is in strafzaken (5).

Artikel 13 van het ontwerp dient dan ook te worden weggelaten.

Artikel 14

17. Artikel 14 van het ontwerp bepaalt dat "[i]n afwijking van artikel 8, § 1," de onderzoeken "in" (lees: ter) uitvoering van een schriftelijke vordering daterend [van] vóór de inwerkingtreding van het te nemen besluit in aanmerking komen voor een vergoeding conform het tarief vermeld in omzendbrief 131^{quater} van 31 januari 2013.

Het is vooreerst onduidelijk wat in dat artikel bedoeld wordt met "in afwijking van artikel 8, § 1". Aangezien die bepaling geen doorgang kan vinden (zie opmerking 3.2.2), kan er in ieder geval niet naar worden verwezen.

Voorts mag de vermelding van omzendbrief 131^{quater} van 31 januari 2013 niet als doel hebben deze omzendbrief te regulariseren, wat volgens de gemachtigde ook niet de bedoeling is. Eventueel kan artikel 14 van het ontwerp duidelijkheidshalve wel in die zin worden geformuleerd dat erin uitdrukkelijk wordt bepaald dat de nieuwe tarieven van toepassing zijn op de onderzoeken die vanaf de dag van inwerkingtreding van het te nemen besluit worden verricht.

Artikel 15

18. Luidens artikel 15 van het ontwerp treedt het te nemen besluit in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Zulk een regeling van inwerkingtreding heeft als nadeel dat, wanneer de bekendmaking van de regeling op het einde van de maand gebeurt, de bestemmelingen ervan zelfs niet over de normale termijn van tien dagen (6) zullen beschikken om zich aan de nieuwe regeling aan te passen. Artikel 15 van het ontwerp wordt dan ook beter weggelaten of vervangen door een andere bepaling van inwerkingtreding.

Artikel 17

19. Artikel 17 van het ontwerp, dat bij gebreke van een specifieke sanctie een weinig effectieve regel vormt (en daarom beter wordt weggelaten), hoort in ieder geval niet thuis in hoofdstuk 3 van het ontwerp (en kan zeker niet als laatste artikel worden opgenomen).

De griffier
Greet VERBERCKMOES

De voorzitter
Jo BAERT

Nota's

1 Die voorwaarde wordt dan wel het best ingevoerd in het koninklijk besluit van 17 juli 2013.

2 Zie ook adv.RvS 42.730/2 van 10 april 2007 over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken'.

3 Zo wordt het verrichten van de analyses zelf niet vermeld, terwijl dit een essentieel onderdeel is van de werkzaamheden van de deskundigen.

4 De woorden "van het" zijn in de Nederlandse tekst weggefallen.

5 Eventueel kan dit nog in het opschrift en in artikel 3 van het ontwerp worden verduidelijkt.

6 Zie artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen'.

27 NOVEMBRE 2015. — Arrêté royal portant exécution de l'article 6 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 fixant les tarifs pour les expertises en matière pénale pour l'analyse génétique requises par une autorité judiciaire

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, article 37;

Vu la loi-programme (II) du 27 décembre 2006, l'article 6, alinéa 1^{er};

Vu la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale, l'article 2, 4^o;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 juin 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2015;

Vu l'analyse d'impact réglementaire réalisée conformément aux articles 6 et 7, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu l'avis 58.247/3 du Conseil d'État, donné le 29 octobre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Justice, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Section 1. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

- 1^o « le ministre » : le ministre qui a la Justice dans ses attributions;
- 2^o « l'autorité requérante » : toutes les autorités judiciaires en matière pénale;
- 3^o « l'Institut » : l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie tel qu'établi par l'arrêté royal du 5 novembre 1971;
- 4^o « le laboratoire agréé » : un laboratoire satisfaisant aux conditions prévues aux articles 24 et 25 de l'arrêté royal du 17 juillet 2013 portant exécution de la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale;
- 5^o « le service public » : la direction générale de l'Organisation judiciaire du Service public fédéral Justice;
- 6^o « le délégué du ministre » : le directeur général ou le conseiller général compétent pour le service public visé au 5^e point;
- 7^o « les fonctionnaires chargés du contrôle » : les fonctionnaires du service public désignés à cet effet par le délégué du ministre.

Section 2. — Rapport

Art. 2. Il convient que l'Institut et chaque laboratoire agréé fassent rapport tous les six mois - plus particulièrement en juin et en décembre - de leurs activités dans le cadre du présent arrêté aux fonctionnaires du SPF Justice visés à l'article 1^{er}, 7^o, du présent arrêté. Ce rapport doit contenir au minimum les données suivantes par division d'arrondissement judiciaire et par type d'échantillons (traces ou références):

- nombre d'examen de pièces à conviction et de prélèvements d'échantillons;
- nombre de tests préliminaires;
- nombre d'extractions et de quantifications ADN;
- nombre d'analyses génétiques;
- nombre de demandes pour l'établissement d'un profil génétique;
- nombre de comparaisons d'un profil génétique de référence avec des traces;
- nombre de profils génétiques transférés à la banque de données ADN nationale.

27 NOVEMBER 2015. — Koninklijk Besluit houdende uitvoering van artikel 6 van de Programmawet (II) van 27 december 2006 tot bepaling van de tarieven voor het deskundigenonderzoek in strafzaken voor genetische analyse in opdracht van een gerechtelijke overheid

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 37;

Gelet op de Programmawet (II) van 27 december 2006, artikel 6, eerste lid;

Gelet op de Wet van 22 maart 1999 betreffende de identificatieprocedure via DNA-analyse in strafzaken, artikel 2,4^o;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 juni 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juli 2015;

Gelet op de reglementaire impactanalyse, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de Wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op advies 58.247/3 van de Raad van State, gegeven op 29 oktober 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Justitie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Afdeling 1. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1^o "de Minister" : de minister tot wiens bevoegdheid Justitie behoort;
- 2^o "de vorderende overheid" : alle gerechtelijke autoriteiten in strafzaken;
- 3^o "het Instituut" : het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie zoals bepaald bij Koninklijk Besluit van 5 november 1971.
- 4^o "het erkend laboratorium" : een laboratorium dat voldoet aan de voorwaarden voorzien in artikel 24 en 25 van het Koninklijk Besluit van 17 juli 2013 tot uitvoering van de Wet van 22 maart 1999 betreffende de identificatieprocedure via DNA-onderzoek in strafzaken.
- 5^o "de overheidsdienst" : het Directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie van de Federale Overheidsdienst Justitie;
- 6^o "de gemachtigde van de minister" : de directeur-generaal of de adviseur-generaal bevoegd voor de in het vijfde punt vermelde overheidsdienst;
- 7^o "de met het toezicht belaste ambtenaren" : ambtenaren van de overheidsdienst daartoe aangewezen door de gemachtigde van de minister;

Afdeling 2. — Verslaggeving

Art. 2. Het Instituut en elk erkend laboratorium dient elke zes maanden een verslag in - meer bepaald in juni en december - van zijn activiteiten in het kader van dit besluit over te maken aan de in artikel 1, 7^o van dit besluit bepaalde ambtenaren bij de FOD Justitie. Deze rapportering dient minimum volgende gegevens per afdeling van een gerechtelijk arrondissement te bevatten, uitgesplitst per type van staal (sporen of referenties) :

- aantal onderzoeken van overtuigingsstukken en staalnames;
- aantal voorafgaandelijke testen;
- aantal DNA-extracties en kwantificaties;
- aantal genetische onderzoeken;
- aantal aanvragen voor het bepalen van een genetisch profiel;
- aantal vergelijkingen van een genetisch profiel met sporen;
- aantal genetische profielen die naar de nationale DNA-databank zijn gestuurd.

Ces données servent de base à des fins de technique budgétaire et à des fins statistiques.

Le ministre peut préciser des données anonymes supplémentaires.

CHAPITRE 2. — *Tarifcation*

Art. 3. Sauf les exceptions prévues, les tarifs fixés dans le présent arrêté couvrent tous les travaux et frais des experts, y compris les analyses, le rapport, le coût salarial des collaborateurs, les frais de secrétariat et de correspondance.

Section 1

Examen de pièces à conviction et prélèvement d'échantillons

Art. 4. Pour l'examen descriptif des pièces à conviction mentionnées dans le réquisitoire, il est alloué :

- pour le premier objet: 30 euros;
- pour chacun des objets suivants: 10 euros.

Section 2. — Tests préliminaires

Art. 5. § 1^{er}. Pour l'examen de la pièce à conviction afin de connaître la nature de la trace biologique, il est alloué : 46 euros

§ 2. Les tests préliminaires peuvent être effectués, si nécessaire, sur chaque trace présente sur la pièce à conviction afin de déterminer celle qui est susceptible de donner les meilleurs résultats d'analyse.

Les honoraires pour les tests, à partir de la deuxième trace, sont alloués comme suit : 30 euros

§ 3. Les tests préliminaires comportent, selon les cas, la recherche de sang et la détermination de son origine, de sperme et l'examen microscopique des spermatozoïdes, de salive, d'urine et de matières fécales.

Section 3. — Extraction et quantification d'ADN

Art. 6. § 1^{er}. Pour l'extraction et le dosage de l'ADN, il est alloué par échantillon : 49 euros.

§ 2. Pour l'extraction des os, des dents et pour l'extraction différentielle (sperme et cellules épithéliales), le montant est augmenté de : 71 euros.

§ 3. Si la qualité et la quantité de l'ADN extrait ne permettent pas d'obtenir un résultat, l'examen ne sera pas poursuivi.

Si la quantité d'ADN quantifié est inférieure à 6 picogrammes/microlitre, l'examen ne peut être poursuivi.

Par dérogation à l'alinéa 2, l'autorité requérante peut faire poursuivre l'examen, compte tenu des éléments concrets du dossier répressif.

Section 4. — Analyse génétique

Art. 7. § 1^{er}. Pour chaque analyse génétique d'un échantillon, il est alloué : 194 euros.

Ce montant ne sera porté en compte qu'une seule fois par pièce à conviction sauf si le réquisitoire ordonne explicitement que plusieurs ou toutes traces d'une même pièce à conviction soient analysées.

Si seul le profil d'ADN mitochondrial est demandé, cela doit être spécifié dans le réquisitoire.

§ 2. Dans le cas d'une analyse extrêmement urgente, le montant de l'article 7, § 1^{er}, sera augmenté de 65 %.

Ce montant ne peut être alloué que si le réquisitoire mentionne explicitement que les résultats doivent être disponibles dans les deux jours ouvrables suivant le jour de la réception conjointe du réquisitoire et des pièces à conviction.

§ 3. Si en plus du profil génétique, un profil du chromosome Y est nécessaire, il sera alloué : 144 euros.

Deze gegevens dienen als grondslag voor begrotingstechnische en statistische doeleinden.

De Minister kan bijkomende anonieme gegevens bepalen.

HOOFDSTUK 2. — *Tarifiering*

Art. 3. Behoudens de voorziene uitzonderingen dekken de in dit besluit vastgestelde tarieven alle werkzaamheden en kosten van de deskundigen, waaronder de analyses, het verslag, de loonkosten van de medewerkers, de secretariaats- en correspondentiekosten.

Afdeling 1

Onderzoek van overtuigingsstukken en staalname

Art. 4. Voor het beschrijvend onderzoek van overtuigingsstukken vermeld in de vordering wordt toegekend :

- voor het eerste stuk : 30 euro;
- voor ieder der volgende stukken : 10 euro.

Afdeling 2. — Voorafgaandelijke testen

Art. 5. § 1. Voor het onderzoek van het overtuigingsstuk teneinde de aard van het biologisch spoor vast te stellen wordt toegekend : 46 euro

§ 2. De voorafgaande tests kunnen, zo nodig, verricht worden op ieder spoor aanwezig op het overtuigingsstuk, teneinde vast te stellen welke het meest geschikte is om het beste onderzoeksresultaat te bekomen.

De honoraria voor de tests vanaf het tweede en volgende sporen wordt vastgesteld op : 30 euro

§ 3. Deze testen omvatten, naargelang het geval, het opsporen van bloed en de vaststelling van zijn aard, van sperma en het microscopisch onderzoek van spermatozoïden, van speeksel, van urine en van fecale stoffen.

Afdeling 3. — Extractie en kwantificatie van DNA

Art. 6. § 1. Voor de extractie en het doseren van DNA wordt per staal toegekend : 49 euro.

§ 2. Voor de extractie van beenderen, tanden en de differentiële extractie van spermacellen en epitheelcellen wordt het bedrag verhoogd met : 71 euro.

§ 3. Indien de kwaliteit en de hoeveelheid geëxtraheerde DNA niet toelaten een resultaat te bekomen, zal het onderzoek niet verder worden uitgevoerd.

Indien de hoeveelheid gekwantificeerd DNA minder bedraagt dan 6 picogram/microliter kan het onderzoek niet worden verdergezet.

In afwijking van het tweede lid kan de vorderende overheid het onderzoek verder laten uitvoeren rekening houdend met de concrete elementen van het straf dossier.

Afdeling 4. — Genetisch onderzoek

Art. 7. § 1. Voor elk genetisch onderzoek van een staal wordt toegekend : 194 euro.

Dit bedrag zal slechts éénmaal per overtuigingsstuk worden aangerekend, behalve wanneer de vordering uitdrukkelijk opdraagt dat meerdere of alle sporen op eenzelfde overtuigingsstuk moeten worden onderzocht.

Indien enkel het mitochondriaal DNA-profiel wordt gevraagd, dan dient dit in de vordering te worden gespecificeerd.

§ 2. Indien een analyse bij hoogdringendheid dient te gebeuren wordt het bedrag van artikel 7, § 1, verhoogd met 65 %.

Dit bedrag kan enkel worden toegekend indien de vordering uitdrukkelijk vermeldt dat de resultaten beschikbaar moeten zijn binnen de twee werkdagen volgend op de dag van de gezamenlijke ontvangst van de vordering en de overtuigingsstukken.

§ 3. Indien bovenop het genetisch profiel een Y-chromosoom profiel noodzakelijk is, zal worden toegekend : 144 euro.

§ 4. Si en plus du profil génétique, une analyse d'ADN mitochondrial est nécessaire, il sera alloué : 223 euros.

Cette analyse complémentaire visée aux paragraphes 3 et 4 doit être mentionnée explicitement dans le réquisitoire.

Ce montant ne sera porté en compte qu'une seule fois par pièce à conviction sauf si le réquisitoire ordonne explicitement que plusieurs ou toutes traces d'une même pièce à conviction soient analysées.

Section 5. — Établissement d'un profil génétique d'une personne

Art. 8. Pour l'établissement d'un profil génétique d'une personne dans le cadre d'une enquête pénale, il est alloué :

1° Pour établir le profil génétique d'une personne : 60 euros.

Sans préjudice des dispositions de l'article 3, ce prix n'inclut pas la comparaison du profil génétique de la personne avec des traces.

2° Si en plus du profil génétique, un profil du chromosome Y est nécessaire, il sera alloué : 144 euros.

Cette analyse complémentaire doit être mentionnée explicitement dans le réquisitoire.

3° Si en plus du profil génétique, une analyse d'ADN mitochondrial est nécessaire, il sera alloué : 223 euros.

Cette analyse complémentaire doit être mentionnée explicitement dans le réquisitoire.

4° Dans le cas d'une analyse extrêmement urgente, le montant visé au 1°, sera augmenté de 400 %.

Ce montant ne peut être alloué que si le réquisitoire mentionne explicitement que les résultats doivent être disponibles dans les 24 heures suivant le jour de la réception conjointe du réquisitoire et des pièces à conviction.

Art. 9. Les montants mentionnés à l'article 8 ne sont pas cumulables avec ceux mentionnés aux articles 4 à 6.

Section 6. — Comparaison d'un profil génétique d'une personne avec des traces

Art. 10. La comparaison d'un profil génétique avec des traces ne peut être effectuée que par l'Institut ou le laboratoire agréé ayant établi le profil génétique des traces.

Pour cette comparaison, une indemnité est allouée conformément à l'article 22bis de l'arrêté ministériel du 20 novembre 1980 établissant le taux normal des honoraires des personnes requises en raison de leur art ou profession, en matière répressive, avec un maximum de 3 heures.

CHAPITRE 3. — Dispositions transitoires et finales

Art. 11. Ces nouveaux taux sont applicables aux examens qui sont demandés à partir de la date d'entrée en vigueur de ce présent arrêté.

Art. 12. Les tarifs du présent arrêté seront réévalués tous les deux ans.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} décembre 2015.

Art. 14. Le Ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 novembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

§ 4. Indien bovenop het genetisch profiel een mitochondriale DNA-analyse noodzakelijk is, zal worden toegekend : 223 euro.

Deze bijkomende analyse vermeld in de paragrafen 3 en 4 dient uitdrukkelijk te worden vermeld in de vordering.

Dit bedrag zal slechts éénmaal per overtuigingsstuk worden aange-rekend, behalve wanneer de vordering uitdrukkelijk opdraagt dat meerdere of alle sporen op eenzelfde overtuigingsstuk moeten worden onderzocht.

Afdeling 5. — Opstellen van een genetisch profiel van een persoon

Art. 8. Voor het opstellen van een genetisch profiel van een persoon in het kader van een strafrechtelijk onderzoek, wordt toegekend :

1° Voor het opstellen van een genetisch profiel van een persoon : 60 euro.

Onverminderd het bepaalde in artikel 3, omvat deze prijs geen vergelijking van het genetische profiel van een persoon met sporen.

2° Indien bovenop het genetisch profiel een Y-chromosoom profiel noodzakelijk is, wordt toegekend : 144 euro.

Deze bijkomende analyse dient uitdrukkelijk te worden vermeld in de vordering.

3° Indien bovenop het genetisch profiel een mitochondriale DNA-analyse noodzakelijk is, wordt toegekend : 223 euro.

Deze bijkomende analyse dient uitdrukkelijk te worden vermeld in de vordering.

4° Indien een analyse bij hoogdringendheid dient te gebeuren wordt het bedrag bedoeld in de bepaling onder 1°, verhoogd met 400 %.

Dit bedrag kan enkel worden toegekend indien de vordering uitdrukkelijk meldt dat de resultaten beschikbaar moeten zijn binnen de 24 uur volgend op de dag van de gezamenlijke ontvangst van de vordering en de overtuigingsstukken.

Art. 9. De bedragen vermeld in artikel 8 zijn niet te cumuleren met deze vermeld in de artikelen 4 tot en met 6.

Afdeling 6. — Vergelijking van een genetisch profiel van een persoon met sporen

Art. 10. De vergelijking van een genetisch profiel met sporen kan enkel worden uitgevoerd door het Instituut of het erkend laboratorium waar het genetische profiel van de sporen werd vastgesteld.

Voor deze vergelijking wordt een vergoeding toegekend conform artikel 22bis van het Ministerieel Besluit van 20 november 1980 tot vaststelling van het normaal bedrag van de honoraria der personen opgeroepen in strafzaken wegens hun kunde of hun beroep met een maximum van 3 uur.

HOOFDSTUK 3. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 11. Deze nieuwe tarieven zijn van toepassing op de onderzoeken die vanaf de dag van inwerkingtreding van dit besluit worden aangevraagd.

Art. 12. De tarieven van dit besluit worden om de twee jaar geëvalueerd.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 december 2015.

Art. 14. De Minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 november 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS